

Les télévisions locales restent très dépendantes des subsides publics

Les 12 télévisions locales (TVL) ont vu leurs revenus croître de 1,3% en 2015 pour atteindre 33,5 millions d'euros. C'est ce qu'on peut lire dans le bilan annuel du CSA sur le secteur. La légère hausse est due à un bond des recettes publicitaires (+11%) grâce à une approche plus dynamique des annonceurs locaux mais aussi des subsides publics. Ceux-ci se sont élevés à 23,4 millions d'euros, contre moins de 23 millions un an plus tôt. Ils pèsent désormais 70% des revenus du secteur contre 62% il y a cinq ans.

De quoi interpellier sur la santé fragile de ces chaînes. Mais le regain de la publicité est un facteur positif. Il devrait être confirmé avec le récent octroi à la régie Transfer de la commercialisation des écrans publicitaires des TVL.

Vent nouveau

Selon le CSA, un vent nouveau semble souffler sur le secteur. Dans un livre blanc publié en juin, elles se sont engagées à travailler davantage ensemble (que ce soit en terme technique, d'infrastructures, de back office ou de programmes), afin de générer davantage d'économies d'échelle.

Par ailleurs, leur mode de financement public est en cours de révision. Actuellement, les subsides de la Fédération Wallonie-Bruxelles (6,6 millions d'euros par an) sont répartis en fonction de différents critères dont les productions propres. Ce qui, l'enveloppe étant fer-

mée, pousse les télévisions locales à produire toujours davantage pour toucher plus de subsides. Ce temps-là sera bientôt révolu. Récemment, un accord est intervenu afin de lisser l'impact du critère des productions sur le montant des subventions au profit d'un système de plafonds et de moyennes basées sur plusieurs années.

Restent deux ombres au tableau: la faiblesse des coopérations avec la RTBF, pourtant génératrices d'économies potentielles, et les coups de canif en matière de gouvernance. Les CA des télévisions locales doivent être composés paritairement de mandataires publics et de représentants du secteur associatif et culturel. Or, le CSA a constaté que parmi ces derniers on trouve beaucoup d'anciens mandataires publics ou de représentants de partis politiques. Le CSA plaide donc pour une clarification des règles en la matière et pour l'entrée d'experts, issu du monde économique, académique ou culturel au sein des organes de gestion des TVL.

J.-F. S.

Afin de toucher plus de subsides, les télévisions locales s'étaient lancées dans une course à la production